

## 2017 ou la rupture définitive avec trente ans de politique

Électoraliste reconnu, l'universitaire Pierre Martin revient sur le paysage issu des scrutins de 2017, et ses nouveaux contours. La République en marche incarne selon lui un pôle "libéral-mondialisateur", qui a su profiter de "bases électorales rongées par le doute", entouré d'une droite "conservatrice identitaire" et d'une nouvelle gauche contestataire "démocrate-écosocialiste".



Pierre Martin est ingénieur de recherche au CNRS, rattaché au laboratoire Pacte à Sciences-Po Grenoble.

Spécialiste des élections et des systèmes partisans, il observe sans relâche l'évolution de la vie politique dans les démocraties occidentales, et en France en particulier.

Il vient de publier pour la revue *Commentaire* une analyse du "séisme politique" qu'a représenté l'élection présidentielle de 2017, et pour *Libération* une tribune dans laquelle il résume son interprétation du paysage politique émergent.

Selon lui, les forces partisans se redistribuent désormais sur trois pôles : un centre "libéral-mondialisateur", une droite "conservatrice identitaire" et une nouvelle gauche contestataire "démocrate-écosocialiste".

Dans cet entretien au long cours accordé à *Mediapart*, il revient sur la nature du centrisme de La République en marche, sur les raisons de son succès et sur la signification historique globale de la séquence électorale passée.

Décrivant des "bases électorales rongées par le doute", il insiste sur la "structure d'opportunités" dont ont bénéficié Macron et ses soutiens. Leur victoire pourrait se résumer, un peu brutalement, à celle d'une aile droite du PS autonomisée de son parti d'origine, ayant réussi à rallier ce qui restait du centre indépendant, puis une partie de la droite. L'autre réussite de cette campagne est celle de *La France insoumise*.

Si cette force a obtenu "ce qu'elle pouvait raisonnablement espérer", elle n'a cependant pas réussi à occuper tout l'espace potentiel du projet politique qu'elle incarne.

Depuis *Comprendre les évolutions électorales* (Presses de Sciences-Po, 2000), vous développez une grille d'analyse de la vie politique française qui distingue des phases stables de politique "ordinaire" et des phases de "réalignement". Dans ce cadre, quelle place occupe la séquence électorale que nous venons de vivre ?

► Les élections de 2017 sont un "bon client" pour être un moment de réalignement, qui viendrait clore une phase de transformation profonde de la vie politique, ouverte il y a dix ans. Tout ce qui s'est passé confirme en effet, s'il en était encore besoin, que 2007 constituait bien une rupture définitive de l'ordre électoral qui prévalait depuis 1984. Dans les phases de réalignement, les partis ne se battent pas seulement pour le pouvoir, mais pour leur place dans le système, voire leur existence. L'effondrement du PS, qui représente un phénomène d'une brutalité sans précédent, se comprend d'autant mieux dans ce cadre d'analyse.

Cela dit, la clôture d'une phase de réalignement suppose que soit fixé un nouvel ordre électoral. Pour être sûr que celui-ci soit effectif, il faut tout simplement attendre. C'est pourquoi *la théorie des réalignements* est terriblement frustrante pour les journalistes. Je précise que si je l'ai introduite en France, elle a d'abord été développée aux États-Unis, au début des années 1950. À l'époque, il s'agissait de comprendre pourquoi l'ordre électoral du New Deal s'était avéré durable même après la disparition de Roosevelt, ce qui avait surpris tout le monde.

Il a beaucoup été question de "surprises" et d'inattendu durant la campagne. Pour vous, les phénomènes conjoncturels tels que l'affaire Penelope Fillon ont-ils été décisifs dans le résultat de l'élection présidentielle, ou n'ont-ils fait que précipiter des évolutions de moyen et long termes ?

► Ce qui est aussi typique d'une phase de réalignement, c'est que des événements ont des conséquences beaucoup plus importantes que celles qu'ils auraient eues dans un autre contexte, puisque les attaches partisans ont été affaiblies ou rompues. C'est d'autant plus vrai que la phase de réalignement française coïncide avec une crise économique mondiale, qui dure depuis 2008 et finit par provoquer des effets. Il faut bien comprendre que les bases électorales sont rongées par le doute depuis plusieurs années, de la même façon qu'une banquise qui s'effondre le doit à un réchauffement plus ancien de ses soubassements.

Revenons sur le cas précis de l'affaire Fillon. D'abord, on pourrait presque dire qu'il devait y avoir une telle affaire. Il faut méconnaître la classe politique française pour s'étonner qu'il y ait des affaires. D'ailleurs, ça va probablement continuer. Mais des affaires éclataient avant ! Seulement elles avaient moins d'impact, car les noyaux électoraux étaient beaucoup plus fidèles. Pensez à celles qui ont frappé le PS dans les années 1990, et que ce dernier a traversées en conservant son statut. Elles n'ont eu aucune conséquence fondamentale sur l'ordre électoral, pas plus que n'en a eu la récession économique de

1992-93. Si le PS a pu repartir après les défaites conjoncturelles de cette époque, c'est parce que sa base fidèle était suffisamment puissante, contrairement à celle de ses concurrents de gauche de l'époque, comme les écologistes. On voit bien qu'on est dans une autre situation aujourd'hui.

Ensuite, l'affaire Fillon n'a rien à voir avec les deux phénomènes majeurs de ces élections, à savoir l'effondrement du PS et la percée d'Emmanuel Macron. Imaginons que Fillon ait été moins touché par les affaires : il aurait réalisé un meilleur score, Dupont-Aignan un score un peu moins bon. Passé devant Le Pen, Fillon aurait ensuite perdu face à Macron au deuxième tour. Finalement, ça n'aurait donc pas eu beaucoup d'importance.

Ce qui n'était pas prévu non plus, c'était le rôle des primaires pour désigner les candidats des deux principaux partis de gouvernement jusqu'à cette année. Comment est-on passé de la machine à gagner à la machine à perdre en cinq ans ?

► Les primaires ne sont pas nouvelles, du moins en tant qu'idée. Le PS a toujours eu une procédure pour faire voter les militants. Ce qui s'est passé depuis 2006, c'est "seulement" l'élargissement du corps électoral pour désigner le candidat. À droite, on a pensé à cette procédure depuis les années 1990. Le diagnostic était alors que la division systématique entre UDF et RPR, au premier tour de la présidentielle, s'avérait délétère. Une fois l'UMP constituée en 2002, l'idée est cependant revenue pour en réguler les conflits internes, et a été mise en œuvre pour la première fois cette année.

Dans ce camp, il est vrai que l'introduction d'une primaire concurrentielle a représenté une révolution culturelle. Auparavant, le candidat y était autoproclamé et le parti ne faisait que ratifier la candidature. Les primaires légitiment le pluralisme, alors que la droite a toujours vécu en symbiose avec la monarchie ou la République aristocratique.

Au passage, je remarque qu'En Marche! s'inscrit totalement dans cette filiation quant à son fonctionnement et son mode de sélection des candidats. Les décisions viennent d'en haut, il y a une commission d'investiture sans que les militants ne votent... Il s'agit tout à fait de l'organisation traditionnelle des partis de droite en France.

Mais pour revenir à votre question, ce n'est pas cette révolution culturelle qui a posé problème à la droite. C'est tout simplement son incapacité à se renouveler, même avec une procédure qui aurait pu lui permettre d'apparaître transformée.

Si les électeurs de droite avaient voté Bruno Le Maire, la situation aurait été différente. Or ils ont mis en tête un ancien président et deux anciens premiers ministres, associés à des échecs.

Sauf qu'en termes de renouvellement, la primaire du PS a permis de faire émerger Benoît Hamon, qui a connu un échec encore plus lourd...

► Oui, mais dans ce cas c'est le PS qui n'a pas soutenu Benoît Hamon. Il y a eu un moment de vérité, d'un parti qui se prétendait de gauche et que les électeurs ont pris au mot. Le problème, c'est que pour une majorité des dirigeants de ce parti, il était en fait inconcevable de revenir à gauche, quelles que soient les aspirations de l'électorat de la primaire.

## "Le centrisme n'est pas la négation de la droite et de la gauche"

Macron est le candidat centriste qui a eu le plus de succès dans la V<sup>e</sup> République. Mais de quelle nature est son "centrisme" ? Qu'est-ce qui le rapproche et le distingue des précédentes incarnations du "centre" ?

► Le problème du mot "centre" en français, c'est qu'il est ambigu. En allemand, on fait une distinction nette entre le mot Mitte qui désigne un centre politique, autrement dit l'option modérée du "milieu", et le Zentrum qui désigne un centre organisationnel.

En France, le premier parti qui s'est désigné avec le mot "centre" était le Centre national des indépendants et des paysans (CNIP). Il ne s'agissait pas d'un parti modéré, mais bien d'un parti de droite, le "centre national" désignant l'organisation centrale des réseaux de notables qui le composaient. Plus tard, en 1965, quand le Centre démocrate se crée dans la foulée de la campagne présidentielle de Jean Lecanuet, il procède de la fusion de la démocratie chrétienne du MRP (d'où l'adjectif "démocrate") et du CNIP (d'où le terme de "centre"). L'habileté de Lecanuet aura été d'utiliser ce dernier mot pour se présenter comme un parti modéré par rapport aux forces existantes. C'est de là que vient la suspicion à l'égard du centre, accusé d'être un faux nez de la droite. Les années Giscard et Barre la conforteront.



François Bayrou et Jean Lecanuet

Selon moi, la première tentative authentiquement centriste a été celle de Bayrou en 2007, l'année de la fameuse rupture de l'ordre électoral issu des années 1980. Il dirigeait alors une fraction du centre-droit qui s'est séparée de la droite, en rompant tout lien organisationnel et d'alliance électoral.

Mais dans le système institutionnel français, avec le mode de scrutin uninominal à deux tours, soit on emporte le morceau, soit on se ramasse. Ayant échoué à la présidentielle, malgré ses 18,6 %, Bayrou s'est donc retrouvé coincé aux législatives suivantes. Macron a pu mobiliser, entre autres, un électorat issu de cette tentative antérieure.

Pour cerner le centrisme du nouveau président, il faut cependant faire un effort intellectuel supplémentaire.

### C'est-à-dire ?

► Il s'agit de comprendre que parler de clivage droite/gauche n'est pas pertinent, au contraire de l'opposition droite/gauche. Un clivage, en termes de science politique, est lié à un ensemble de questions précises, qui font s'affronter des camps dans la société et mènent éventuellement à la création de partis politiques. Il y a toujours plusieurs clivages, autour d'au moins deux dimensions, socio-économique et culturelle. Et ces clivages ne sont pas éternels, ils peuvent tout à fait s'épuiser une fois qu'une question n'est plus brûlante ni politisée.

L'opposition droite/gauche, elle, court sur la longue durée, avec un contenu beaucoup plus flou, qui se définit précisément par le jeu des clivages du moment. Elle est le résultat de la pression dualiste exercée par tout système représentatif (ce dernier met nécessairement aux prises ceux qui détiennent le pouvoir face à ceux qui ne l'ont pas, ceux qui sont pour une loi face à ceux qui sont contre, etc.). Or, pour qu'il y ait un centre, il faut qu'il y ait une droite et une gauche clairement définies.

Loi d'être une négation de la gauche et de la droite, le vrai centre, le Mitte, a besoin de l'une et de l'autre. Duverger, à partir des forces de la IV<sup>e</sup> République, a bien montré que le centre résultait de l'entrecroisement des clivages. Ainsi, le MRP était clérical sur les questions culturelles (donc de droite) et plutôt keynésien en économie (donc de gauche). Les radicaux, laïcs et libéraux, occupaient des positions inverses du MRP sur chacune des deux dimensions. Et de part et d'autre de ces deux forces centristes, il y avait des partis totalement ancrés à gauche (SFIO, PCF) ou à droite (CNI, gaullistes).

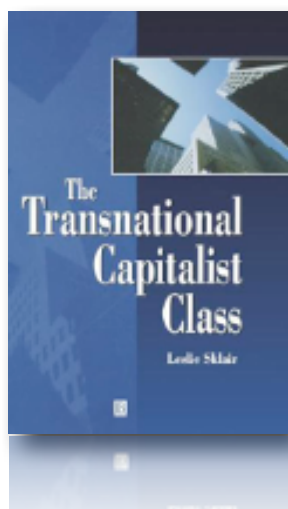
Muni de cette grille de lecture, on comprend que La République en marche (LREM) est bien une forme de centrisme. Entre un pôle écosocialiste et un pôle conservateur-identitaire, il occupe un pôle libéral-mondialisateur dans l'espace politique. Ce pôle est culturellement de gauche (favorable au mariage pour tous et à la PMA, dénonçant le "crime contre l'humanité" de la colonisation en Algérie) et économiquement de droite (pratiquant l'austérité et défendant des réformes structurelles néolibérales).

**"LREM ressemble au Parti démocrate italien, pas américain"**

**Au vu du traitement des migrants à Calais ou du passage de l'état d'urgence dans le droit commun, peut-on vraiment parler de libéralisme culturel ?**

► Il y a certes une différence entre les propos de campagne et l'exercice du pouvoir. Mais Macron a toujours clairement assumé sa fidélité à la V<sup>e</sup> République. Et celle-ci, telle que fondée par le général de Gaulle, était autoritaire. Par ailleurs, j'insiste sur le fait que le

parti de Macron ne reculera pas sur certaines questions de société, liées aux droits des minorités sexuelles. Dans son gouvernement, le président a d'ailleurs intégré des personnalités qui ont dû se renier sur ces sujets.



Lui et son entourage partagent l'essentiel des convictions idéologiques qui unissent les élites transnationales décrites par le sociologue Leslie Sklair. Néolibéralisme économique et libéralisme culturel en font partie, de même que l'adhésion au développement durable (et sûrement pas la décroissance !). Après, des contradictions, il y en a dans tout mouvement politique. Et on pourrait même dire que les contradictions que vous pointez sur les migrants sont logiques, précisément parce qu'il s'agit des contradictions de ces élites transnationales, par exemple la Commission européenne.

**Avec le parti de Macron, assiste-t-on à l'avènement d'un parti démocrate à la française ?**

► Ça dépend de quel parti démocrate vous parlez. S'il s'agit du PD italien, oui. Surtout depuis qu'il s'est débarrassé de son aile gauche. Renzi a déjà été au pouvoir et préfigure sans doute ce qui nous attend : l'autoritarisme, ou plutôt le "décisionnisme" bien analysé par mon collègue Christophe Bouillaud, et le néolibéralisme poussant à la dérégulation du marché du travail. Au passage, il ne faudrait plus employer certaines expressions à propos de la vie politique italienne : dire que le PD de Renzi est le centre-gauche, ça n'a pas de sens, car nous avons affaire à un centre libéral-mondialisateur.

S'il s'agit du Parti démocrate américain, la réponse est non. Aux États-Unis, les contraintes dualistes sont d'une telle force qu'il n'est pas possible d'avoir plus de deux forces politiques importantes. C'est encore plus vrai aujourd'hui qu'il y a cinquante ans. À l'intérieur des démocrates sont donc obligés de cohabiter les libéraux-mondialisateurs que représentait Obama, et les démocrates écosocialistes représentés par Bernie Sanders. Les socialistes français ne savent pas la chance qu'ils ont de pouvoir se débarrasser les uns des autres... De l'autre côté, le pôle conservateur-identitaire correspond très bien au parti républicain tel qu'il a évolué, surtout depuis que Trump est président.

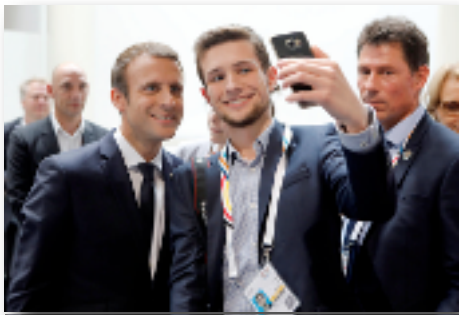
**"Il y a une logique de rapprochement entre la droite et le FN"**

**Revenons sur la coalition électorale de Macron. On sait qu'il a mordu dans celle de la droite de gouvernement. Dans ce camp, qu'est-ce qui "tient" encore et qu'est-ce qui ne tient plus ?**

► Là où les candidats LR/UDI ont le mieux résisté, au premier tour des législatives, à l'attraction macronienne, c'est aussi là où le conservatisme culturel devait être le plus fort chez leurs électeurs. D'ailleurs, à la présidentielle, Macron lui-même avait déjà fait ses moins bons scores dans les zones de force du Front national (FN). Dans des départements

tels que l'Aube, l'Ain, la Marne, ça "tient" donc plus qu'ailleurs pour la droite. C'est déjà moins le cas sur la Côte d'Azur, parce que la base de la droite y est composée d'électeurs très favorisés, c'est-à-dire ceux qui basculent le plus facilement vers LREM. Et dans les endroits où les enjeux d'identité et d'immigration apparaissent beaucoup moins prégnants, notamment dans l'ouest de la France, on observe cette fois-ci des pertes massives de LR/UDI vers les candidats macronistes, en voix comme en sièges.

J'attire votre attention sur le fait que cela crée une logique de rapprochement entre la droite classique et le FN. Il y avait plus d'une centaine de circonscriptions où se tenait un duel entre LR/UDI et LREM, contre seulement douze dans lesquelles se tenait un duel entre LR/UDI et le FN (dont la moitié en raison de l'absence de candidat macroniste). Cela signifie que l'objectif essentiel pour la droite consistait à récupérer les votes du FN là où il était éliminé, afin de résister à la vague macroniste.



Selfie avec Emmanuel Macron, lors du sommet du G20 à Hambourg, samedi 8 juillet. © Reuters

Avec un accès plus facile des candidats au second tour, comme le prévoyait le mode de scrutin de 1962, cela aurait précipité ce rapprochement tendanciel. À l'époque, quand il suffisait de 10 % des suffrages exprimés pour se maintenir, la pression de la vague gaulliste avait en effet incité les socialistes et les radicaux à rompre la digue qui les séparait des communistes,

afin d'organiser des retraits mutuels. Au contraire, avec un seuil à 12,5 % des inscrits et une faible participation comme aujourd'hui, le troisième candidat est très souvent éliminé, ce qui fait que son retrait n'a même pas à être négocié.

Autrement dit, notre mode de scrutin permet de ne pas officialiser les reclassements en cours — en tout cas pas tout de suite. Cela dit, la droite devra bien faire face à la réalité électorale. De plus, les dirigeants du FN pourraient être intéressés par une transformation éventuelle de LR. Ce qui pend au nez de ce parti, c'est une deuxième **crise mégrétiste**.

Comment comprendre, du côté de la gauche, l'importance du soutien que Macron a trouvé chez les électeurs de Hollande en 2012 ? Une **note de Luc Rouban** avait estimé à seulement 6 % le poids des authentiques "sociaux-libéraux" dans l'électorat, et souligné leurs faibles affinités avec les "centristes" dans leurs choix de vote.

► Attention. La politique, ce n'est pas seulement de la sociologie. C'est d'abord la lutte pour le pouvoir, ce qui suppose une capacité à mobiliser des électeurs et donc un rôle moteur des élites politiques. Il faut donc identifier les projets développés par ces élites, les stratégies mises en œuvre pour les faire aboutir et l'environnement dans lequel ces stratégies se déploient. En l'occurrence, Macron a été soutenu par de nombreux responsables de l'aile droite du PS qui ont senti qu'avec lui, il était possible de faire triompher leurs

idées en dehors de l'appareil socialiste. Tous ont bénéficié d'une structure d'opportunités bien meilleure que Bayrou en 2007.



Pierre Martin

En dix ans, les deux forces qui se sont succédé, qui étaient aussi les deux partis du "système", ont successivement échoué sur l'enjeu principal pour la majorité de la population, à savoir le chômage. La situation poussait donc à des projets sans concession, en même temps qu'elle ouvrait un espace à ceux qui tenaient un discours de rejet des vieux partis. Par

ailleurs, il était resté quelque chose de l'électorat de Bayrou de 2007. Celui-ci recueillait encore 9 % des suffrages sur son nom en 2012, et son ralliement a été décisif pour que Macron devance Fillon dans les sondages. De plus, une part de cet électorat s'était déjà retrouvée derrière Hollande il y a cinq ans. Ils faisaient sans doute partie des 40 % des électeurs socialistes qui approuvaient la politique économique de ce dernier, d'après certaines enquêtes. La candidature de Macron a offert à tous ceux-là l'occasion d'une libérale pride.

Mais j'insiste : s'il n'y avait pas eu de PS, il n'y aurait pas eu de LREM, car il n'y aurait pas eu d'aile droite du PS. On a assisté au spectacle fascinant de son autonomisation pour mieux mettre en œuvre le projet libéral-mondialisateur. Un peu comme une chenille se transforme en papillon (sourire) : les deux bêtes ne se ressemblent pas, mais on ne comprend pas l'une sans l'autre.

Macron et ses soutiens de l'aile droite souhaitaient professionnaliser et radicaliser une politique déjà lancée sous Hollande. À partir de ce noyau, ils ont agrégé des responsables de droite éloignés de l'appareil LR/UDI (Dutreil, Delevoye...), puis de jeunes militants de droite déçus de l'élimination de Juppé et qui n'avaient pas grand-chose à perdre, et enfin Bayrou. Il est logique que ce ne soit qu'après l'élection présidentielle, une fois que la droite n'avait plus d'espoir de la gagner, que les gros morceaux de ce camp basculent. C'est là qu'intervient la nomination d'Édouard Philippe.

## "La France insoumise a réussi son coup"

Parlons de La France insoumise (FI), qui a aussi arraché une part importante de la base socialiste. Ce mouvement s'est aussi vanté d'avoir pris des voix au FN. Cela ne nous semble pas évident, qu'en pensez-vous ?

► C'est un mythe, du moins si l'on imagine des transferts massifs d'électeurs. J'apporterais cependant deux nuances. Premièrement, je ne dis pas que ça ne s'est pas produit marginalement. Mais pas pour les raisons parfois imprudemment avancées, selon lesquelles "les deux extrêmes se rejoignent", etc. Il s'agit tout simplement du fait que



selon les clivages et les thèmes qui sont saillants dans une campagne, un même électeur ne va pas forcément voter de la même façon.

La force de la FI et de Mélenchon, qui a fait une très bonne campagne présidentielle, a été de contribuer à mettre les thèmes sociaux au cœur des débats. Dans ce contexte, les électeurs sensibles à la critique de gauche sur la dimension socio-économique, et qui peuvent être par ailleurs xénophobes sur la dimension culturelle, ont été davantage incités à voter à gauche. Si la bataille de l'agenda avait été gagnée par Le Pen ou Fillon, sur des thèmes identitaires, les mêmes auraient peut-être fait d'autres choix.

Deuxièmement, le fait que Mélenchon ait remobilisé des électeurs de gauche, qui se seraient abstenus, a mécaniquement fait baisser le poids du FN dans l'ensemble des suffrages exprimés. On peut d'ailleurs dire la même chose de Macron, qui a non seulement mis en avant des thèmes économiques, mais a lui aussi remobilisé des électeurs de Hollande en 2012, quoique sur une orientation différente.

### Que penser du ressac de cette force aux législatives ?

► Le fait que la FI soit retombée à 11 %, je l'attribue au fait que les électeurs ont eu un comportement différent par rapport à la présidentielle. Les législatives mobilisent moins, et surtout elles favorisent les candidats les plus implantés — en l'occurrence, les candidats PS ou PCF qui se sont déjà présentés par le passé, ou sont actuellement des élus locaux. Quand vous avez peu de sortants, ce n'est pas facile de mener une campagne dans un tel cadre.

C'est pourquoi je considère qu'avec 11 %, en devenant la première force de gauche et en faisant élire ses principaux leaders, la FI a obtenu ce qu'elle pouvait raisonnablement espérer. Mais les résultats montrent aussi que l'occupation de tout l'espace potentiel pour cette gauche n'est pas gagnée. Ça dépend d'eux, mais force est de constater qu'ils se sont mis en bonne position.

"C'est fini pour le PS"

### Compte tenu du paysage qu'on vient de broser, est-ce que cela veut dire que le PS n'a plus d'avenir ?

► C'est fini ! Je suis d'accord avec l'analyse de Gérard Grunberg, selon laquelle il n'y a pas d'espace suffisant pour construire un grand parti de pouvoir entre Macron et Mélenchon. Bien sûr, l'organisation elle-même peut survivre... Après tout, le Parti radical est toujours là. Mais on ne parle plus de la même chose. Une des forces du PS depuis les années 1970 était par exemple d'attirer des jeunes sortis des grandes écoles, qui lui fournissaient des cadres, lesquels vont maintenant se tourner vers LREM. Au passage, ce problème se pose aussi aux Républicains.

La réussite de la FI traduit pour sa part l'émergence d'un nouveau clivage de nature économique. C'est la première fois que cela arrive depuis la révolution industrielle, au moment de la constitution du mouvement ouvrier. On a affaire à des contre-élites, à partir de groupes sociaux qui n'ont pour le coup rien à voir avec le mouvement ouvrier, mais plutôt avec les nouvelles couches produites par le capitalisme post-fordiste, dont de nombreux jeunes diplômés qui ont vu leurs espoirs de promotion sociale brisés par la crise de 2008.

**Est-ce que la crise en cours ne va pas justement aiguïser, d'un autre côté, les contradictions du pôle libéral-mondialisateur incarné par LREM ? Ou est-il pour longtemps en position de force ?**

► Ce n'est pas LREM qui est menacé d'incohérence, puisque ce parti a au contraire porté une clarification. De plus, ils ont l'avantage de ne pas avoir de crise de leadership à régler. Il y aura certes une usure due à l'exercice du pouvoir, mais LREM pourra compter sur des réserves en provenance des anciennes forces de gouvernement, qui poursuivront leur désagrégation. De ce point de vue, il y a un certain parallèle avec la dynamique gaulliste des années 1960.

Imaginons qu'il y ait des élections législatives de crise, comme en 1968. Les électeurs de droite seraient forcés de choisir entre le parti de Macron et une droite radicalisée sur des thèmes identitaires, tandis que les électeurs socialistes restants devraient choisir entre les occupants du pouvoir et la perspective d'une alternance menée par la FI. Croyez-moi : il y aurait encore un terrain d'expansion...

Les incohérences, ou les luttes internes à venir, sont plutôt à rechercher sur les ailes du pôle libéral-mondialisateur. À droite, on peut s'attendre à une compétition entre le FN et un LR acquis à "l'école buissonnière". À gauche, une autre force que la FI pourrait trouver sa place dans le pôle démocrate-écosocialiste, avec des socialistes qui ne perdraient pas leur temps au sein du PS et se montreraient rassembleurs, par exemple vis-à-vis des écologistes. Ceux-ci n'ont pas perdu leurs électeurs : c'est ce que j'ai observé dans les circonscriptions où ils ont présenté une candidature indépendante en 2017 comme en 2012. Ils ont très probablement bénéficié d'ex-électeurs PS, qui ont compensé les pertes enregistrées vers la FI. En tout cas ils existent encore, de telle sorte qu'ils pourraient prendre part à un mouvement ambitionnant d'équilibrer la FI, pesant autour de 10 % des voix.

**10 % avec un système comme le nôtre, ça ne mène pas bien loin...**

► Attention, 10 % à l'intérieur d'un pôle démocrate-écosocialiste qui pèserait plus lourd au total, et qui s'est déjà fixé à 27 % cette année. On peut très bien avoir deux mouvements à l'intérieur du même pôle, qui soient capables d'agrèger encore plus en s'alliant. Ils pourraient compter sur une dynamique issue du mouvement social, dans la logique du clivage dont je parlais plus haut. Rappelons-nous que l'essentiel du

développement du mouvement ouvrier s'est produit en dehors de l'Assemblée nationale. Je suis pour ma part très attentif à ce que décrit Éric Dupin dans son ouvrage sur **Les Défricheurs**. À mon sens, on n'en est qu'au début.

L'idéologie de ce nouveau pôle de gauche, en France comme ailleurs, trouve sa source dans le mouvement altermondialiste. Les membres de ce pôle sont à gauche sur le clivage culturel opposant "cosmopolites" et "identitaires", comme Macron, mais sont aussi à gauche sur le clivage économique les opposant aux néolibéraux, contrairement à lui. Les conservateurs-identitaires, eux, sont à droite sur les deux dimensions. Il reste une quatrième position théorique, qui serait celle des alter-identitaires. Elle existe intellectuellement, avec la revue *Limite* par exemple, et pourrait s'actualiser politiquement, à l'occasion d'une crise écologique majeure par exemple.

### Le cadre institutionnel de la V<sup>e</sup> République et le scrutin majoritaire sont-ils compatibles avec ce nouveau paysage politique ?

► Les électeurs s'en fichent, donc le pouvoir a toute latitude de faire ce qu'il veut en ce domaine, quelles qu'aient été ses promesses. La revendication de la proportionnelle est celle du centre qui se vivait comme minoritaire. Incapable de désagrèger les deux blocs dominants de droite et de gauche, il pensait que ce mode de scrutin les obligerait à tenir compte de lui.

Réduire le nombre de députés et introduire de la proportionnelle, pour un centre devenu dominant comme aujourd'hui, peut sembler curieux. En même temps, s'ils sentent que leur position est en danger, ils peuvent chercher à maintenir l'ordre avec un scrutin de liste proportionnel, avec des listes bien verrouillées et un seuil de représentation élevé à l'Assemblée. Au bout du compte, les décisions des macronistes seront conditionnées par les intérêts qu'ils trouveront à une quelconque réforme.

### Lire aussi

- **Le macronisme, entre Renzi et une «nouvelle Troisième Force»** Par **Fabien Escalona**
- **PS: un cas rare d'effondrement partisan** Par **Fabien Escalona**
- **La France insoumise, un mouvement prophète** Par **Fabien Escalona**
- **La crise politique expliquée par l'absence de «bloc social dominant»** Par **Fabien Escalona**
- **Aux racines de la crise politique** Par **La rédaction de Mediapart**